Des « maux » de la migration à la promotion du développement local

De l'enjeu d'un cadre discursif

From Migration Miseries to the Promotion of Local Development. The Discursive Framework at Stake

Anaïk Pian

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/17629>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.17629

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2014

Pagination : 181-194

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Anaïk Pian, « Des « maux » de la migration à la promotion du développement local », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 213-214 | 2014, mis en ligne le 27 juin 2016, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/17629> ; DOI : 10.4000/etudesafriaines.17629

Des « maux » de la migration à la promotion du développement local

De l'enjeu d'un cadre discursif*

L'expérience de la migration s'accompagne de formes de subjectivation et de mises en récit du sens donné aux projets et parcours migratoires, des épreuves traversées, de ce qui fait figure de réussite ou d'échec dans un souci, très souvent, de légitimation vis-à-vis de la société d'origine mais aussi, plus largement, vis-à-vis des sociétés concernées par la migration, qu'il s'agisse des sociétés considérées comme des « étapes » sur la route migratoire ou de celles figurant comme les destinations à atteindre.

Ces mises en récit, construites et reconstruites dans et par l'expérience de la migration puisent parfois, tout en les modulant, dans certaines références, traditions ou figures migratoires plus anciennes, alors redéfinies en contexte : en témoignent, au Maroc, les catégories de l'aventure et de l'aventurier mises en avant par de nombreux Sénégalais cherchant à rejoindre clandestinement l'Europe (Pian 2009). Oscillant entre répertoires individuels et collectifs, ces mises en récit marquent des appartenances communes et

* Cet article est issu d'une enquête de terrain menée en février-mars 2008 et en juin-juillet 2008 au Sénégal dans le cadre du projet ANR Mitrans. Ce projet « Migrations de transit en Afrique » (2006-2009) a été mené avec des chercheurs de l'Urmis (Universités de Nice Sophia-Antipolis et Paris 7-Denis Diderot), des Universités de Rouen et du Havre et de la Wiswaterstrand University of Johannesburg. Une première version de certaines parties de l'article a été publiée en anglais dans l'ouvrage collectif dirigé par J. STEIFF-FENART et A. WA KABWE SAGATTI (2011). Un premier volet de l'enquête a été mené auprès de refoulés (et de leur famille) à Dakar (et sa banlieue), à Mbour et à Cayar, villes côtières fortement touchées par les départs en pirogues vers les îles Canaries. Nous avons rencontré d'une part, des refoulés membres des associations mentionnées (et notamment de l'association nationale des rapatriés d'Espagne) et, d'autre part, des refoulés affiliés à aucune association. L'enquête s'est appuyée sur des entretiens semi-directifs, des discussions plus informelles et des observations *in situ* (réunions entre refoulés, préparation de projets, etc.). Dans un second volet de l'enquête, nous avons réalisé des entretiens auprès de l'OIM, de l'ambassade d'Espagne et de la Délégation européenne à Dakar ainsi qu'auprès de responsables politiques sénégalais.

tracent, dans un même mouvement, des lignes de démarcations entre des « Eux » et des « Nous » : entre ceux qui sont restés et ceux qui sont partis ; entre ceux qui ont redéfini leur projet migratoire au cours de la migration, de ses avatars et de ses opportunités et ceux qui, pour l'heure, tentent de maintenir le cap initial, etc.

S'inscrivant dans des ordres locaux et des contextes de sens, ces mises en récit peuvent aussi revêtir des dimensions politiques et moralisatrices qui dépassent ou prolongent des expériences migratoires avortées. Il peut alors s'agir non plus de faire l'éloge de la migration mais, au contraire, de tenter de dissuader de potentiels candidats au départ. Les discours tenus par des associations de refoulés au Sénégal en sont un exemple éloquent. En 2006, quelques milliers de Sénégalais tentent de rejoindre en *cayucos*¹ les îles Canaries depuis les côtes sénégalaises, mais plus de 6 000 d'entre eux seront refoulés, après avoir atteint, au prix d'une traversée périlleuse d'une dizaine de jours, l'archipel espagnol. Alors que le Sénégal est en proie à un climat politique tendu, sur fond de campagne électorale, les associations de refoulés, dont les créations se multiplient au cours de l'année 2006 se saisissent, pour se positionner dans « l'arène sociale »², de l'argument du développement local comme moyen de contenir voire d'endiguer les flux migratoires à destination de l'Europe. À première vue, en effet, leur répertoire d'argumentation semble s'aligner sur le discours institutionnel dominant, qu'il soit celui de l'OIM (Organisation internationale pour les migrations) dont un bureau siège à Dakar et qui, en coopération avec la Délégation européenne, relaie des campagnes contre l'immigration clandestine « visant à instituer dans la tête des migrants » (Pécoud 2012 : 49) les frontières que les États peinent à contrôler ; ou qu'il s'agisse du registre des relations internationales et de la gouvernance mondiale des migrations depuis que les pays européens conditionnent explicitement, suite au Sommet de Séville en 2002, l'aide au développement à la coopération des pays tiers à la lutte contre l'immigration clandestine. C'est d'ailleurs en contrepartie d'un important soutien financier espagnol au Plan REVA (Retour vers l'agriculture) de développement agricole qu'en 2006, les autorités sénégalaises acceptent de renforcer la surveillance du littoral sénégalais et de coopérer aux opérations de refoulements des îles Canaries vers le Sénégal.

Cet article s'intéresse aux répertoires d'action, de justification et d'argumentation des associations de refoulés et à la manière dont elles se saisissent du « cadre discursif » du développement tout en dénonçant les « maux » de la migration. Nous empruntons la notion de « cadre discursif » à H. Hudébine (2006) qui désigne ainsi « la grammaire d'arrangements qui ne sont pas

-
1. Ce sont des grandes pirogues en bois, à l'origine utilisées pour la pêche.
 2. Si, dans la tradition d'Habermas, la notion d'espace public rend compte de l'espace de médiation et de débats entre les individus et l'État, la notion d'arène permet plus précisément de faire référence à un « espace de mise en visibilité et de traitement d'un dossier considéré comme problème social » (NEVEU 2005 : 16).

nécessairement synonymes d'un accord des partenaires de l'action publique impliqués sur des principes fondamentaux et objectifs communs », mais qui permettent la régulation d'un dispositif.

Cette définition, initialement appliquée aux acteurs de l'action publique, peut être étendue à d'autres « entités fonctionnelles » (Grossetti 2011) et en l'occurrence ici aux associations de refoulés, pour rendre compte de la manière dont elles mobilisent et produisent un discours (auquel elles ne croient pas nécessairement, pas plus que les acteurs politiques qui les soutiennent) mais qui leur permet d'obtenir un certain nombre de ressources à la fois matérielles, positionnelles et idéelles. Il s'agira d'éclairer d'une part, les conditions de production d'un discours promouvant le développement comme « antidote » à l'émigration ; d'autre part, de mettre au jour les enjeux de pouvoir locaux dans lesquels ces stratégies discursives prennent place. Notre propos portera plus particulièrement sur l'association nationale des rapatriés d'Espagne³ dont la création, au cours de l'année 2006, est impulsée par le gouvernement sénégalais qui tente ainsi de canaliser le mécontentement croissant des refoulés, qui multiplie les manifestations dans la capitale et la banlieue dakaroise.

Des mises en récit prises dans des enjeux politiques

Au printemps 2006, très remontés contre le gouvernement sénégalais accusé de « trahison » pour avoir négocié la mise en place des procédures de refoulement avec les autorités espagnoles, les refoulés clament leur mécontentement devant le parvis du palais présidentiel. Après des heurts avec la police, les manifestants sont sommés de formuler une audience écrite s'ils souhaitent être reçus par le président Abdoulaye Wade. En juin, les refoulés dont les rangs se sont amplifiés, manifestent violemment à Yarakh (banlieue de Dakar) et, avec le soutien d'une partie de la population, barrent la route principale en incendiant des pneus de voiture. Des affrontements éclatent avec les forces de l'ordre et quelques *leaders* sont arrêtés. Tandis que la tension sociale s'accroît, les refoulés, enjoins par le gouvernement à désigner des porte-paroles, sont finalement reçus par Abdoulaye Wade au mois de septembre.

Au cours de cette réunion qui se déroule en présence de représentants des ministères de l'Intérieur et de la Jeunesse, le président sénégalais annonce des possibilités de financement de projets pour les refoulés et surtout, la signature imminente, avec le gouvernement espagnol, d'un accord sur des

3. Dans le langage courant, le terme de « rapatriés » est souvent employé en place et lieu de « refoulés ». Dans le cas des Sénégalais qui, parvenus aux îles Canaries, sont renvoyés au Sénégal, il s'agit toutefois d'un point de vue juridique, de refoulements aux frontières. C'est pourquoi nous employons pour notre part le terme de refoulés.

contrats de travail saisonniers. Le chef de l'État invite alors les refoulés à créer une association nationale, composée de délégués régionaux. Trois d'entre eux siégeront au sein de la commission chargée du tirage au sort des bénéficiaires de ces contrats de travail espagnols. Afin de procéder à une élection, l'auditoire est convié à se rendre à la foire internationale. Les tensions s'accroissent entre les refoulés, chacun faisant valoir la légitimité de sa candidature tandis que d'autres sont accusés d'imposture opportuniste. Sous l'attrait des contrats de travail, le gouvernement sénégalais impulse ainsi la création d'une association qui, d'emblée, se trouve en partie cooptée. Le mécontentement des *leaders* est canalisé et ce qui aurait pu émerger comme une cause collective, laisse place à des dissensions entre ceux qui sont intégrés dans la direction de la structure et ceux qui s'en trouvent exclus.

Dès sa création, l'Association nationale des rapatriés mobilise un discours qui, en respectant les formes conventionnelles, s'aligne sur le cadre discursif dominant. Comme le soulignent J.-P. Payet, F. Giuliani et D. Laforgue (2008 : 18), les acteurs faibles sont plus ou moins contraints de se conformer — du moins en apparence — « au cadre normatif d'acceptabilité de la voix » s'ils veulent être audibles et obtenir une certaine reconnaissance dans l'arène sociale.

Très vite, l'association engage ainsi, soutenue par le gouvernement, plusieurs campagnes contre l'immigration clandestine. Se déplaçant dans plusieurs localités fortement touchées par les départs en pirogues, elle appelle la population à renouveler sa confiance aux autorités, tout en jouant sur le volet dramaturgique des commémorations organisées à la mémoire des disparus. En juin 2008, nous assistons aux démarches effectuées par l'association pour organiser une nouvelle journée de sensibilisation (et ainsi relancer une activité et une visibilité contestées par d'autres refoulés, comme il le sera souligné plus loin). Les processus de diagnostic (analyse des causes d'un problème) et de pronostic (propositions de solutions pour y remédier) mobilisés pour promouvoir cette journée auprès de financeurs (OIM, ambassades des pays européens, ministères sénégalais) sont exemplaires de la recherche d'un alignement sur les cadres discursifs dominants. Le développement est en effet présenté comme « le » remède à l'immigration clandestine. Lors d'un entretien, un délégué de région promeut ainsi cette journée :

« [...] raison pour laquelle, nous, les rapatriés d'Espagne, on a initié de faire une journée nationale de l'immigration qui a pour objectif global de contribuer à la recherche de solutions durables et efficaces afin de stopper les flux clandestins [...]. Et de relancer la réflexion sur les stratégies alternatives de fixation des jeunes sur le territoire, à travers le développement. Donc on a invité toutes les ONG, les ambassadeurs et nous-mêmes pour qu'on trouve une solution. » Et un autre d'ajouter : « On va faire une réflexion pour dégager des paramètres qui vont constituer un document stratégique qu'on pourra remettre au ministère. »

Le préambule écrit du projet, rédigé dans le but de solliciter des fonds auprès des autorités sénégalaises et de l'OIM, commence par louer les mérites

du président sénégalais ayant su négocier un « partenariat équilibré » avec l'Europe en matière de gestion des flux migratoires. En aparté, cependant, les dirigeants de l'association sont très critiques sur la politique menée par le chef d'État, l'accusant d'inertie dans les mesures promises pour aider à la « réinsertion » des refoulés. Pas plus que la majorité de la population d'ailleurs, ils ne croient au plan REVA. Un membre du bureau concède ainsi :

« Moi, je critique le gouvernement mais je travaille avec lui [...]. On ne voulait pas aussi dire de grande bêtise et que le gouvernement soit fâché, mais le gouvernement du Sénégal n'a fait [...] aucun effort depuis que nous sommes revenus. Des fois, il dit des projets, comme REVA ou GOANA⁴ [...]. Mais, tout ça, ce n'est pas la réalité quoi [...]. Ils font de la politique sur les téléphones pour donner de l'information seulement [...]. »

Ce double discours — selon qu'il s'effectue dans la sphère privée ou dans l'arène publique — met en saillance les « bricolages de sens » (Céfaï 2001 : 58) qui s'ajustent aux enjeux de la situation et aux interlocuteurs⁵ : ici, et comme le souligne l'auteur (*ibid.*), « le cadrage des messages est indissociable de celui des auditoires ». Mais le répertoire d'argumentation mis en avant par l'association mobilise également un « système actanciel de dénonciation » (Boltanski, Darré & Schiltz 1984 : 5) imputant aux pays européens la responsabilité de l'immigration clandestine. Un délégué de région fait ainsi le récit d'une rencontre organisée avec un député européen, par l'intermédiaire d'une association d'aide au développement basée à Dakar :

« On a discuté ensemble et on a évoqué beaucoup de choses. Le député nous demande ce qu'on veut, et qu'est-ce qui peut arrêter l'immigration clandestine. On a dit voilà : les années passées la mer était bonne, on a gagné notre vie ici. On ne veut pas laisser notre mer [ou mère ?] pour tenter l'immigration clandestine. Mais aujourd'hui, les pays africains sont mal gouvernés. Ils ont signé des accords avec les pays européens, les bateaux de pêche sont nombreux aux larges de nos côtes et ont attrapé tous les poissons. Nous, on pêche dans les profondeurs de 300 mètres maximum. Eux, ils vont jusqu'à 1 000 mètres [...]. La mer en ce moment est noyée. Les années passées, si on retourne une pirogue dans une famille, elle va satisfaire tout. À manger, santé, toutes les dépenses. Mais aujourd'hui, 5 pirogues ne suffisent pas à combler les besoins. Regarde, les pirogues sont là. Personne ne veut aller car les pirogues sont chères. Tu as acheté le carburant, et tu ne vas même pas le rembourser avec ta pêche. Donc nous, on lui a dit qu'on voulait actuellement l'émigration. Il a dit que lui, ce n'est pas possible. Il nous dit que tout le monde ne peut

4. Grande offensive pour la nourriture et l'abondance.

5. Analyser la manière dont les cadrages des discours s'ajustent au cours de l'interaction et aux processus d'identification situant les acteurs en présence, implique de s'intéresser aux processus de construction de sens, plutôt que de rechercher la vérité — bien difficile à définir — d'un discours en soi. Cela ne signifie donc pas que les discours recueillis par le sociologue sur le terrain seraient plus « justes » ou plus « vrais » que ceux qui pourraient être tenus à d'autres. Le sociologue lui-même est inévitablement pris dans un ensemble d'identifications qui influent sur la relation d'enquête. Mais le chercheur ne doit pas seulement être attentif au contexte de production des discours, il doit faire de ce contexte un élément de l'analyse.

pas aller en Europe, c'est vrai. Mais nous, on ne peut pas rester avec les mains vides. Si vous nous amenez ici des projets concrets, on travaille. Car on sait très bien que personne ne peut venir pour développer ici sans les Cayarois. Mais il faut des moyens concrets [...]. Toutes les ressources ici, les Espagnols les ont attrapées. Il y a plein de bateaux espagnols qui viennent prendre les crevettes. [...] Nous qu'est-ce qu'on va faire ? Si l'Espagne reste en Espagne, nous, on travaille ici. Mais quand l'Espagne est là pour prendre nos ressources ici, nous nous prendrons toujours les pirogues pour aller là-bas. »

La rhétorique mobilisée dans cette mise en récit s'articule autour d'une double opposition : la première, temporelle, est formulée autour de la diachronie entre un « avant » et un « après » se référant aux accords de pêche signés avec l'Espagne⁶ ; la seconde, spatiale, s'articule autour de la dualité « Espagne »/« Sénégal » et est reprise dans les deux dernières phrases à travers la dialectique « ici », « là » et « là-bas ». Le recadrage du discours du délégué de région par rapport aux accusations habituellement portées à l'encontre de l'immigration clandestine opère par un retournement de la situation à un double niveau. Tout d'abord, le discours tenu dédouane l'illégitimité — et l'illégalité — des actes des Sénégalais ayant tenté de se rendre clandestinement aux îles Canaries en attribuant la responsabilité à l'Espagne qui, en s'accaparant les ressources présentes sur le territoire sénégalais, contraint la population à l'émigration. Dès lors, c'est l'Espagne qui est priée de rester chez elle, si elle ne veut pas que les Sénégalais viennent à elle, du moins en pirogues. Les refoulés sont ainsi présentés comme « victimes », et non plus comme « coupables »⁷ du voyage clandestin. Au cours de cette rencontre, sont également évoquées des alternatives qui permettraient aux Sénégalais de rester travailler chez eux. Les projets d'usine de glace, d'un centre de formation de pêche et d'une meilleure collaboration avec les bateaux de pêche espagnols sont évoqués. Mais, à travers le centre de formation, le délégué de région confie, au détour d'une phrase, qu'il vise avant tout les contrats saisonniers espagnols :

« Parce qu'à ce moment, Zapatero est venu pour signer un accord de 700 pêcheurs sénégalais pour partir en Espagne. Moi, j'ai dit parfois les pays européens ont besoin de pêcheurs sénégalais. Donc si on a trouvé ici une école de formation, quand les pays auront besoin de pêcheurs, ils vont venir chez nous. »

Ainsi, sous couvert des discours sur le développement et la promotion de projets de formation, l'émigration demeure en partie l'objectif visé, à

6. Dans le Plan Afrique 2006-2008, l'Espagne accorde, en sus de l'aide conditionnelle au développement, une place importante aux investissements et à l'implantation d'entreprises espagnoles en Afrique, notamment dans les domaines de la pêche et des ressources énergétiques.

7. Coupables du point de vue des pays européens, mais aussi du gouvernement sénégalais qui, en 2006, poursuit des Sénégalais en justice pour « émigration illégale ». Sur la place ambiguë des refoulés dans les familles et les quartiers fortement touchés par les départs, voir A. PIAN (2011b).

travers notamment l'obtention de contrats de travail espagnols. Mais, plutôt que de partir eux-mêmes travailler en Europe — dans des conditions somme toute précaires —, certains membres du bureau voient, à travers ces attributions potentielles, un moyen de conforter leur position et leur popularité au Sénégal. L'on voit ici comment l'argument du développement fonctionne comme un cadre discursif contraint, incontournable en termes d'obtention de ressources matérielles et positionnelles, mais utilisé à d'autres fins.

Cooptation et mise en emblème identitaire

À travers la mise en scène d'un problème public selon les « grammaires de la vie politique », les porte-paroles de l'association tentent de fabriquer une cause collective, mais qui, de fait, leur rapporte avant tout des bénéfices personnels, qu'ils soient matériels, relationnels ou symboliques.

Tout d'abord, les membres du bureau ont tous obtenu des contrats de travail espagnols qu'ils ont remis à des membres de leur famille, ne pouvant partir eux-mêmes en Espagne⁸. Mais ils figurent aussi parmi la vingtaine de refoulés ayant obtenu, en 2007, des financements de la part de l'OIM (dans le cadre d'un programme de soutien à la « réinsertion sociale des rapatriés et des candidats potentiels »)⁹. En collaboration avec les ministères de la Jeunesse, de l'Emploi et de l'Intérieur, l'OIM finance alors près de 70 projets.

Ensuite, l'association devient, pour eux, le point de départ de nouvelles ambitions où les qualifications de « clandestin » et de « rapatrié » sont mises en saillance comme emblème identitaire et participent d'un processus de valorisation sociale tout d'abord personnel :

« Parfois, lorsque que je marche dans la rue, je me dis que je suis fier d'être clandestin » souligne ainsi son président. Et ce dernier d'ajouter : « Chaque jour, quand je me réveille, je m'occupe sur l'affaire des clandestins, des rapatriés, pour avoir des infos [...]. Parfois des ONG nous contactent [...]. On discute sur ça, on présente des journées [...]. Oui, quand j'ai été rapatrié, le retour à la maison a été dur [...] ça m'a un peu touché, mais je fais un peu semblant pour qu'ils ne voient pas, je leur dis c'est pas grave [...]. Peut-être que je vais repartir dans deux ou trois jours [...]. Mais je souffre des choses que je ne peux pas expliquer, je ne dors pas la nuit [...]. Après j'ai dit ce n'est pas grave, on va commencer à faire les démarches, et à cause de ça je me suis senti un peu [...]. Je suis devenu [...]. Je ne dis pas cadre ou quelque chose comme ça, mais maintenant ça m'a un peu revalorisé [...].

8. Alors que dans un premier temps, le président sénégalais affirme, en pleine campagne électorale, que ces contrats pourront bénéficier aux refoulés, très vite, le gouvernement revient sur cette affirmation. Les intéressés, désormais fichés au niveau du fichier Schengen, ne peuvent plus en principe se rendre légalement en Europe. Pour étouffer l'affaire, le directeur de l'Agence nationale pour l'emploi des jeunes propose alors aux personnes sélectionnées de choisir un membre de leur famille pour partir à leur place.

9. Entretien à l'OIM, Dakar, juin 2008.

Parce que maintenant dans toute la Médina, dans tout le Sénégal, quand je pars dans une région ou dans une autre ville, quand je marche quelque part, il y a quelqu'un qui vient et qui me dit : "Eh, toi, je t'ai vu dans la télé, tu as expliqué l'affaire des clandestins" [...]. »

Comme l'a relevé M. Edelman (1991), l'engagement dans l'action politique (et plus largement dans l'action militante) met en scène une construction à double sens, au niveau des subjectivités individuelles d'une part, et des idéologies ou « position morale » d'autre part. Cet engagement, en effet, ne suppose pas seulement la mobilisation de discours et d'actions idéologiques (auxquels, par ailleurs, les intéressés ne croient pas nécessairement), mais il influe également sur la subjectivité des acteurs ou le « sentiment de ce qu'ils sont ». Ce double processus, dont rend également compte la notion de *voice* (Payet, Giuliani & Laforgue 2008 : 9)¹⁰ est ici manifeste.

Un label politique

De fait, les dirigeants de l'association ont, d'emblée, joué la carte du politique. Le label « rapatrié » renvoie à la catégorie politique de la réadmission, et ce sont en tant que tels que les membres du bureau négocient leur cooptation auprès du gouvernement. Mais la construction de cette identité collective (qui se répercute sur les identités personnelles) comporte aussi ses limites dès lors qu'elle revêt une dimension conjoncturelle, liée à la mobilisation de la classe politique autour du « phénomène des pirogues » ainsi qu'à la forte médiatisation qui en est faite¹¹. Les membres du bureau sont d'ailleurs conscients que ce label ne se « vendra » peut-être plus aussi bien dans quelques temps. Comme le souligne Céfai (2001 : 71), la construction des identités collectives ne peut être appréhendée en dehors du « mouvement de leur temporalisation en contexte », qui implique divers modes de réajustements. Ainsi, les dirigeants de l'association envisagent, dès à présent, d'élargir leur répertoire d'action et d'argumentation :

« Et tu sais, on a pensé projeter un avenir. On peut dire que le statut de rapatrié est éphémère, car on ne peut pas demeurer rapatrié toujours ! [...]. Par la suite, rien ne nous interdit de changer d'identité et de statut, et de travailler d'une autre manière. Pour qu'on soit encore plus crédible. Parce que rien que le mot rapatrié d'Espagne, parfois c'est un peu blessant, péjoratif ! Donc on va essayer de réfléchir

10. Pour les auteurs, en effet, l'intérêt de cette notion qui articule « le politique et le phénoménologique », est de « resituer une présence sensible, incarnée, qui réintroduit la dimension physique, corporelle — et donc émotionnelle, affective — des échanges liés à l'action de se faire entendre, de compter pour, de prendre voix. La notion de voix restitue donc l'expérience anthropologique de l'épreuve pour l'acteur faible d'être présent dans l'espace public et de s'y faire entendre ».

11. Comme l'a montré M. EDELMAN (1991), les médias jouent un rôle central dans la construction des problèmes sociaux et la définition des événements comme crise.

dessus [...]. Et pourquoi pas d'amasser plus large, au lieu de nous figer sur le problème de l'immigration clandestine, investir d'autres domaines qui pourraient intéresser d'autres jeunes afin de faire en sorte qu'il y ait un meilleur devenir de la jeunesse sénégalaise. D'une manière plus large » (entretien à Dakar, en juillet 2008, avec un membre du bureau).

La recherche d'une nouvelle identité collective ne comporte pas seulement une dimension symbolique, elle constitue pour ses promoteurs un enjeu pour le maintien de ressources et d'une visibilité dans l'arène sociale en fonction de ce qui, à un moment donné, figure comme problème public majeur. Les membres de l'association ne comptent pas rompre avec le cadre discursif du développement, bien au contraire, mais ils envisagent de l'associer plus largement à la problématique du développement national, et non plus seulement en lien avec la lutte contre l'immigration clandestine et la réinsertion des refoulés.

Il reste que les liens de cooptation qu'entretient l'association avec le gouvernement lui valent une légitimité contestée par de nombreux refoulés.

Une légitimité contestée

En dépit de son image médiatique, le président de l'association nationale des rapatriés est loin de faire l'unanimité. Les critiques portées à son encontre par les jeunes de Yarakh sont virulentes. Ces derniers l'accusent de trahison au lendemain des premières manifestations menées ensemble. Cooptation par le gouvernement, rétention d'information, défaut de communication (accentué par le fait que l'association ne dispose pas de local public pour les réunions, mais celles-ci se tiennent dans la maison de son président), profits personnels sont autant d'accusations qui reviennent de manière récurrente : « Pour nous, c'est un peu dur quand on voit X. Comme il passait beaucoup dans les médias, les gens ont commencé à l'écouter. Mais nous, on ne l'aime pas. Il s'est imposé. Au Sénégal, pour être au-dessus, il faut être une grande gueule », témoigne un jeune de Yarakh.

En fait, la scission entre le bureau de l'association et la base révèle les tensions entre des logiques dites collectives mais fonctionnant empiriquement sur le mode individuel. Outre les avantages personnels que retirent les membres du bureau dans une société où, plus largement, les pratiques de courtage et de clientélisme sont importantes (Olivier de Sardan 1996), l'enjeu des contrats de travail espagnol — qui, comme nous l'avons vu, est dès le départ associé à l'histoire de l'association — comporte une portée difficilement conciliable avec la promotion d'une cause collective¹². Dès

12. Cette tension entre l'individuel et le collectif se retrouve dans de nombreuses formes d'action collective, voir par exemple les travaux de D. FASSIN et A. MORICE (2001) sur les Sans-papiers.

lors que l'attribution de ces contrats se fait de manière individuelle et, qui plus est, en dehors de toute transparence, l'action collective ne peut que s'essouffler et éclater sous le poids des divisions. Elle devient un carcan vide de sens d'autant plus que la plupart des promesses d'aide à la réalisation de projets, faites par le gouvernement, sont restées sans suite. Cet état de fait ne fait qu'exacerber les tensions entre l'association nationale et la majorité des refoulés.

Un nouveau marché ?

Si l'association nationale des rapatriés se distingue par sa visibilité médiatique, en 2006-2007, d'autres refoulés des îles Canaries se sont structurés en GIE (Groupements d'intérêts économiques). Certains sont appuyés par des associations locales de développement qui se posent comme des intermédiaires privilégiés pour les aider à rédiger des projets, ainsi qu'à trouver des financements auprès de partenaires locaux ou européens (ONG, associations diverses). Une fois de plus, le cadre discursif du développement est au cœur des répertoires d'argumentation utilisés et devient le socle d'un véritable marché dans la recherche de soutiens extérieurs. D'autres associations locales — jusque-là tournées vers des activités culturelles ou de développement local — se mobilisent également autour de la thématique de la lutte contre l'immigration clandestine et, en intégrant à leur champ d'action ce nouveau problème social et politique, elles contribuent par là même à le construire. Du 13 au 16 février 2008, la compagnie théâtrale Kaddu Yaraax¹³ organise ainsi à Yarakh, avec le soutien de l'OIM et de la fondation Friedrich Ebert¹⁴, trois journées de sensibilisation contre les dangers de l'immigration clandestine. Sans multiplier les exemples, c'est également en 2006 qu'est créée à Dakar, la Coalition luttant contre l'émigration clandestine des jeunes¹⁵. En 2008, lors des traditionnelles manifestations du 1^{er} mai, ce collectif défile aux côtés de la Confédération nationale des travailleurs au Sénégal : outre des slogans scandés contre la vie chère, des banderoles disent « non » à l'immigration clandestine. Des bandeaux noirs, en signe de commémoration aux Sénégalais décédés en mer, sont remis aux manifestants.

Ce foisonnement associatif s'accompagne d'une rivalité entre associations (Bouilly 2008) ou, du moins, d'une non-coordination entre leurs actions. Même lorsqu'elles n'ignorent pas leur existence mutuelle, elles ne sont pas toujours averties de l'organisation d'une manifestation par d'autres. Et, lorsqu'elles le sont, elles portent souvent un regard très critique sur leurs

13. L'association a été créée en 1993, notamment pour sensibiliser la population locale au problème de la pollution et aux risques de transmission du SIDA.

14. Fondation politique allemande pour « la démocratie, la justice et la paix sociale ».

15. La Coalition, fondée à l'initiative de l'Action citoyenne des jeunes pour la bonne gouvernance, regroupe une trentaine d'associations dont l'Association des étudiants entrepreneurs Afrique.

actions respectives. Elles tendent à fonctionner en solitaires ou par grappes, chacune d'entre elles entretenant un réseau de relations plus ou moins restreint. Ainsi, la Coalition juge très médiocre les journées de sensibilisation organisées par la compagnie Kaddu Yaraax. En outre, elle n'entretient pas, pour l'heure, de contacts avec l'association nationale des rapatriés. Le délégué de Cayar, quant à lui, exprime son amertume face au fait qu'une fondation hollandaise se soit associée avec le propriétaire d'une auberge du village pour mettre en place des projets de formation pour les jeunes, plutôt que de s'être adressé à lui.

Certes, associations tiers et associations de refoulés tendent à s'accorder, dans leur discours public, sur la définition des causes (la pauvreté) et des solutions (le développement) pour lutter contre l'immigration clandestine ; pour autant, elles se confrontent autour de conflits de légitimité. Les dirigeants de l'association nationale des rapatriés revendiquent le monopole de la légitimité à s'exprimer sur le sujet à travers un double argumentaire. D'une part, ils mettent en avant l'argument de l'incommensurabilité de l'expérience : seuls ceux ayant enduré la traversée vers les îles Canaries, et donc vécu le phénomène de l'intérieur, peuvent légitimement, selon eux, se prononcer sur la question. D'autre part, pour marquer leur différence vis-à-vis des autres associations de refoulés, ils insistent sur le fait qu'ils sont le premier interlocuteur officiel du gouvernement. En accusant les autres associations de chercher à retirer un bénéfice personnel de leur mobilisation autour de l'immigration clandestine, ils se déchargent de ces mêmes accusations qui leur sont imputées.

La Coalition luttant contre l'émigration des jeunes, dont la plupart des membres n'ont pas effectué la traversée vers les îles Canaries, légitime quant à elle ses prises de parole en mettant l'accent sur une rhétorique en termes d'expertise, de parole d'intellectuels et de responsabilité partagée¹⁶. Alors que l'association nationale des rapatriés revendique le droit à s'exprimer sur le sujet au regard du vécu soit de l'expérience personnelle et collective de ses membres — à laquelle s'ajoutent des liens privilégiés avec le gouvernement —, la Coalition légitime sa position en mettant en avant un devoir de citoyens.

Cet article aura cherché à montrer comment, dans un contexte où la lutte contre l'immigration clandestine fait l'objet d'une forte médiatisation et mobilise la classe politique, la construction des catégories et des discours

16. Nombre de ses membres sont en effet des étudiants. Toutefois, ces derniers ne cachent pas qu'ils se heurtent à des relations parfois difficiles avec les refoulés qui les accusent de vouloir profiter de la situation et de parler de « choses qu'ils ne connaissent pas ».

institutionnels influence le discours des associations de refoulés en donnant lieu à une sorte de « coalition discursive » (Jobert 2001) autour du cadre discursif du développement. Cette coalition suppose, certes, une définition commune de la situation : ici, les refoulés s'alignent, au côté des politiques, sur cet argument comme moyen de lutter contre l'immigration en incitant les populations à rester dans leur pays d'origine. Pour autant, rappelle l'auteur, la coalition discursive n'implique pas nécessairement le partage d'un même système de valeurs ou de croyances, chaque partenaire étant avant tout tourné vers la poursuite d'intérêts propres (et parfois divergents). Dans son analyse de ce qu'il appelle le « spectacle politique », M. Edelman (1991 : 209) note alors que, « pour tout problème politique ou dilemme idéologique », existe « un ensemble de formulations et d'expressions constamment usitées ». Le développement semble faire partie de ces « codes conventionnels » (Payet, Giuliani & Laforgue 2008), dès lors que la maîtrise des flux migratoires est évoquée. Mais, cette forme langagière de mise en récit est elle-même contrainte au sens où elle constitue une grammaire incontournable pour acquérir une visibilité et des ressources dans l'arène sociale — et ce, indépendamment de ce qu'en pensent réellement les intéressés. Son impact concret sur les populations locales en matière de dissuasion à l'immigration semble ainsi très relatif et reste à interroger : car le couple développement/maîtrise des flux migratoires semble avant tout fonctionner comme un cadre discursif tout à la fois contraint et objet de mobilisations négociées.

Dynamiques européennes, Université de Strasbourg.

BIBLIOGRAPHIE

BOLTANSKI, L., DARRÉ, Y. & SCHILTZ, M.-A.

1984 « La dénonciation », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 51 : 3-40.

BOUILLY, E.

2008 « Les enjeux féminins de la migration masculine : le Collectif des femmes pour la lutte contre l'immigration clandestine de Thiaroye-Sur-Mer », *Politique Africaine*, 109 : 16-31.

CÉFAÏ, D.

2001 « Les cadres de l'action collective », in D. CÉFAÏ & D. TROM (dir.), *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, Éditions de l'EHESS : 51-98.

EDELMAN, M.

1991 *Pièces et règles du jeu politique*, Paris, Éditions du Seuil.

FASSIN, D. & MORICE, A.

2001 « Les épreuves de l'irrégularité : les sans-papiers, entre déni d'existence et reconquête d'un statut », in D. SCHNAPPER (dir.), *Exclusions au cœur de la cité*, Paris, Economica : 261-309.

GROSSETTI, M.

2011 « L'espace à trois dimensions des phénomènes sociaux. Échelles d'action et d'analyse », *Sociologies*, Expériences de recherche, Régimes d'explication en sociologie, <<http://sociologies.revues.org/3466>>.

HUDÉBINE, H.

2006 *Au risque du désordre, un succès de santé publique : l'adaptation des politiques britanniques de la drogue à la prévention du sida, 1982-1993*, Thèse de doctorat, Grenoble, Université de Grenoble.

JOBERT, B.

2001 « Europe and the Recomposition of National Forums. The French Case », Communication à la conférence *Ideas, Discourse and European Integration*, European Union Center, Harvard University, 10 novembre (cité in H. Hudébine, *op. cit.*).

NEVEU, E.

2005 *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte.

OLIVIER DE SARDAN, J.-P.

1996 « L'économie morale de la corruption en Afrique », *Politique Africaine*, 63 : 97-116.

PAYET, J.-P., GIULIANI, F. & LAFORGUE, D. (DIR.)

2008 *La voix des acteurs faibles. De l'indignité à la reconnaissance*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

PÉCOUD, A.

2012 « Informer les migrants, contrôler les migrations », in M. AGIER (dir.), *Politiques de l'exception. Réfugiés, sinistrés, sans-papiers*, « Le sujet dans la cité », actuels, 1, Paris, Éditions Téraèdre : 36-49.

PIAN, A.

2009 *Aux nouvelles frontières de l'Europe. L'aventure incertaine des Sénégalais au Maroc*, Paris, La dispute.

2011a « The "Discursive Framework" of Development and the Repertoire of Actions of Senegalese Deportee Associations », in J. STREIFF-FENART & A. WA KABWE SAGATTI (eds.), *The Challenge of the Threshold. Border Closures and Migration Movements in Africa*, Maryland, Lexingtonbooks.

2011b « Migrations internationales au prisme des rapports familiaux. Les familles sénégalaises à l'épreuve des refoulements des îles Canaries », *Revue européenne des migrations internationales*, 2 (27) : 77-100.

SNOW, D.

2001 « Analyse de cadres et mouvements sociaux », in D. CÉFAÏ & D. TROM (dir.), *op. cit.* : 27-49.

STREIFF-FENART, J. & WA KABWE SAGATTI, A. (EDS.)

2011 *The Challenge of the Threshold. Border Closures and Migration Movements in Africa*, Maryland, Lexingtonbooks.

RÉSUMÉ

En 2006, quelques milliers de Sénégalais tentent de rejoindre les îles Canaries depuis les côtes sénégalaises. Dans un contexte diplomatique tendu, le gouvernement sénégalais utilise l'argument du développement pour négocier, auprès des autorités espagnoles, des contreparties aux opérations de refoulements. Si le cadre discursif « développement/maîtrise des flux migratoires » oriente les négociations entre l'Espagne et le Sénégal en matière de contrôle migratoire, nous nous intéresserons ici à la manière dont ce « cadre discursif » est repris au sein des répertoires d'argumentation des associations de refoulés. Il s'agira d'éclairer, d'une part les conditions de production d'un discours promouvant le développement comme « antidote » à l'émigration ; d'autre part de mettre à jour les enjeux de pouvoir locaux dans lesquels ces stratégies discursives prennent place.

ABSTRACT

From Migration Miseries to the Promotion of Local Development. The Discursive Framework at Stake. — In 2006, a few thousands Senegalese have attempted to reach the Canary Islands from the Senegalese coast. Against a tense diplomatic background, the Senegalese government has been using development as an argument for negotiating compensations from the Spanish authorities in relation to forced returns of migrants. Assuming that negotiations between Spain and Senegal regarding migratory control are taking place within the “development/migratory flow control” discursive framework, we will consider here the way in which such a framework is taken into account by forced-back migrants’ organizations in their argumentation repertoires. On one hand, we will shed light on the conditions required for generating a discourse which promotes development as an “antidote” to emigration, and on the other hand, we will highlight the local power stakes among which this discursive strategy has to operate.

Mots-clés/Keywords : Îles Canaries, Sénégal, cadre discursif, développement, migrations, refoulés/*Canary Islands, Senegal, discursive framework, development, migration, deportees.*